

2° en cas de force majeure acceptée par le Fonds Sanitaire laissant toute la capacité ou la taille de l'entreprise inutilisée.

Art. 3. Les cotisations obligatoires sont calculées annuellement sur base des données enregistrées dans Sanitel. Si le responsable n'a pas enregistré les porcs appartenant à son troupeau, conformément aux dispositions de la législation en vigueur au moment du constat et que, de ce fait, celui-ci ne paie pas du tout ou pas assez de cotisations obligatoires, le montant réel de la cotisation obligatoire sera majoré de 20 %.

Art. 4. Les cotisations obligatoires sont payées au Fonds Sanitaire dans les trente jours qui suivent la date mentionnée sur la déclaration de cotisation.

Art. 5. Si le responsable conteste le montant de la cotisation obligatoire, une réclamation doit être adressée au Fonds Sanitaire dans les trente jours qui suivent la date mentionnée sur la déclaration de cotisation. Les modalités spécifiques pour l'introduction d'une réclamation sont communiquées sur la déclaration de cotisation.

Art. 6. Si le responsable ne paie pas le montant de la cotisation obligatoire, une première sommation sera envoyée au moins soixante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation étant alors majoré de 50 euros.

Art. 7. Si le responsable ne paie pas le montant majoré de la cotisation obligatoire après la première sommation, une deuxième sommation sera envoyée au moins nonante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation initiale étant alors majoré de 20 %, avec un minimum de 50 euros.

Art. 8. Les dispositions du présent arrêté sont d'application à partir de la perception des cotisations obligatoires pour 2023.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Art. 10. Le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

2° in geval van door het Sanitair Fonds aanvaarde overmacht waardoor de volledige capaciteit of bedrijfsgrootte van het bedrijf onbenut bleef.

Art. 3. De verplichte bijdragen worden jaarlijks berekend op basis van de geregistreerde gegevens in Sanitel. Indien de verantwoordelijke de varkens, die behoren tot zijn beslag, niet geregistreerd heeft volgens de op het ogenblik van de vaststelling geldende reglementering, en aldus geen of onvoldoende verplichte bijdragen betaalt, zal het werkelijk verschuldigde bedrag van de verplichte bijdrage verhoogd worden met 20 %.

Art. 4. De verplichte bijdragen worden betaald aan het Sanitair Fonds binnen de dertig dagen die volgen op de datum vermeld op het aanslagbiljet.

Art. 5. Indien de verantwoordelijke niet akkoord is met het bedrag van de verplichte bijdrage, dient een bezwaarschrift gericht aan het Sanitair Fonds te worden ingediend binnen de dertig dagen volgend op de datum vermeld op het aanslagbiljet. De bijzondere modaliteiten voor het indienen van een bezwaarschrift worden meegedeeld op het aanslagbiljet.

Art. 6. Indien de verantwoordelijke het bedrag van de verplichte bijdrage niet betaalt, wordt minstens zestig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een eerste aanmaning verstuurd, waarbij het op het aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 50 euro.

Art. 7. Indien de verantwoordelijke het verhoogde bedrag van de verplichte bijdrage na de eerste aanmaning niet betaalt, wordt minstens negentig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een tweede aanmaning verstuurd, waarbij het op het initiële aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 20 %, met een minimum van 50 euro.

Art. 8. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing met ingang van de inning van de verplichte bijdragen voor 2023.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2023.

Art. 10. De minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,
D. CLARINVAL

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/40818]

14 MARS 2023. — Arrêté royal relatif aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, fixées pour le secteur lait

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, les articles 5, 1^o, et 6, § 1^{er} ;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, donné le 23 juin 2022 ;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral du 6 octobre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 janvier 2023;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/40818]

14 MAART 2023. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte bijdragen aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, vastgesteld voor de sector zuivel

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, de artikelen 5, 1^o, en 6, § 1 ;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gegeven op 23 juni 2022;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 6 oktober 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 9 januari 2023;

Vu l'avis 72.943/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o "l'acheteur": une entreprise du secteur alimentaire disposant d'une autorisation d'acheteur de lait cru conformément à l'arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

2^o "le producteur": l'exploitant agricole, personne physique ou morale, ou groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou les deux, qui gère de manière autonome à son profit et pour son compte une exploitation, située en Belgique, et qui, de ce chef, vend du lait ou d'autres produits laitiers au consommateur final ou les livre à un acheteur;

3^o "lait": le produit provenant de la traite d'une ou plusieurs vaches et dont la teneur en matière grasse a été ou non modifiée;

4^o "la période": la période de douze mois qui s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante;

5^o "le SPF SPSCAE": le Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

6^o "le Fonds Sanitaire": le Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux ;

7^o "déclaration de cotisation": document au moyen duquel l'acheteur est averti du montant, dont il est redevable, fixé dans le cadre du présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. Les acheteurs doivent payer par période une cotisation obligatoire au Fonds Sanitaire de 0,067 euros par mille litres de lait qu'ils ont collectés en Belgique auprès des producteurs.

Les producteurs établis en Belgique doivent payer par période une cotisation obligatoire au Fonds Sanitaire de 0,087 euros par mille litres de lait livré.

Les acheteurs retiennent la cotisation obligatoire à charge des producteurs sur le document de paiement du lait aux producteurs et garantissent dès lors le paiement total de 0,154 euros par mille litres de lait qu'ils ont collectés en Belgique auprès des producteurs.

§ 2. En dérogation du paragraphe 1^{er}, les acheteurs qui, par période, ont collecté entre 10.000 et 250.000 litres de lait, doivent payer une cotisation obligatoire de 20 euros.

§ 3. En dérogation du paragraphe 1^{er}, les acheteurs qui, par période, ont collecté moins de 10.000 litres de lait, sont exemptés du paiement de la cotisation obligatoire.

§ 4. En cas d'arrêt de l'activité au cours de la période, les acheteurs visés aux paragraphes 1^{er} et 2 doivent payer la cotisation obligatoire pour le lait collecté durant cette partie de la période au cours de laquelle ils étaient actifs, avec un minimum de 20 euros.

Art. 3. § 1^{er}. Selon les instructions du SPF SPSCAE, les acheteurs fournissent une déclaration avec les quantités de lait collectées dans les trente jours après la fin de :

1^o chaque trimestre si l'acheteur collecte plus de 3.000.000 de litres de lait par période;

2^o la période si l'acheteur collecte 3.000.000 de litres de lait ou moins par période.

§ 2. En dérogation du paragraphe 1^{er}, les acheteurs qui, par période, ont collecté moins de 10.000 litres de lait, sont exemptés de la déclaration visée au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Si l'acheteur ne fournit pas la déclaration visée au paragraphe 1^{er} dans le délai fixé, le montant de la cotisation obligatoire sera majoré de 20 %.

Art. 4. Les cotisations obligatoires sont payées au Fonds Sanitaire dans les trente jours qui suivent la date mentionnée sur la déclaration de cotisation.

Art. 5. Si l'acheteur conteste le montant de la cotisation obligatoire, une réclamation doit être adressée au Fonds Sanitaire dans les trente jours qui suivent la date mentionnée sur la déclaration de cotisation. Les modalités spécifiques pour l'introduction d'une réclamation sont communiquées sur la déclaration de cotisation.

Gelet op advies 72.943/3 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "de koper": een levensmiddelenbedrijf dat over een toelating van koper van rauwe melk beschikt in toepassing van het koninklijk besluit van 16 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels van de erkenningen, de toelatingen en voorafgaande registraties afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

2^o "de producent": de landbouwwitbater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke of rechtspersonen of van beide, die op een autonome manier voor eigen profijt en rekening een bedrijf beheert in België en die uit dien hoofde, rechtstreeks melk of andere zuivelproducten aan de eindverbruiker verkoopt of die ze levert aan een koper;

3^o "melk": het product voortkomend van het melken van één of meer koeien en waarvan het natuurlijk vetgehalte al dan niet werd gewijzigd;

4^o "de periode": de periode van twaalf maanden die loopt van 1 april tot en met 31 maart van het volgende jaar;

5^o "de FOD VVVL": de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

6^o "het Sanitair Fonds": het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten;

7^o "aanslagbiljet": het document waarmee de koper in kennis gesteld wordt van het door hem te betalen bedrag, vastgesteld in het kader van dit besluit.

Art. 2. § 1. De kopers moeten per periode een verplichte bijdrage aan het Sanitair Fonds betalen van 0,067 euro per duizend liter melk die zij in België bij de producenten opgehaald hebben.

De in België gevestigde producenten moeten per periode een verplichte bijdrage aan het Sanitair Fonds betalen van 0,087 euro per duizend liter geleverde melk.

De kopers houden de verplichte bijdrage ten laste van de producenten in op de melkafrekening aan de producenten en staan in voor de totale betaling van 0,154 euro per duizend liter melk die zij in België bij de producenten hebben opgehaald.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 moeten de kopers die per periode tussen de 10.000 en 250.000 liter melk hebben opgehaald een verplichte bijdrage van 20 euro betalen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 worden de kopers die per periode minder dan 10.000 liter melk hebben opgehaald, vrijgesteld van betaling van de verplichte bijdrage.

§ 4. Bij stopzetting van de activiteit tijdens de periode moeten de in paragrafen 1 en 2 bedoelde kopers de verplichte bijdrage betalen voor de opgehaalde melk tijdens het deel van de periode waarin ze actief waren, met een minimum van 20 euro.

Art. 3. § 1. Volgens de instructies van de FOD VVVL bezorgen de kopers een verklaring met de hoeveelheden opgehaalde melk binnen de dertig dagen na het einde van:

1^o elke trimester als de koper meer dan 3.000.000 liter melk per periode ophaalt;

2^o de periode als de koper 3.000.000 liter melk of minder per periode ophaalt.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 worden de kopers die per periode minder dan 10.000 liter melk hebben opgehaald, vrijgesteld van de in paragraaf 1 bedoelde verklaring.

§ 3. Indien de koper de in paragraaf 1 bedoelde verklaring niet binnen de vastgestelde termijn bezorgt, zal het verschuldigde bedrag van de verplichte bijdrage verhoogd worden met 20 %.

Art. 4. De verplichte bijdragen worden betaald aan het Sanitair Fonds binnen de dertig dagen die volgen op de datum vermeld op het aanslagbiljet.

Art. 5. Indien de koper niet akkoord is met het bedrag van de verplichte bijdrage, dient een bezwaarschrift gericht aan het Sanitair Fonds te worden ingediend binnen de dertig dagen volgend op de datum vermeld op het aanslagbiljet. De bijzondere modaliteiten voor het indienen van een bezwaarschrift worden meegedeeld op het aanslagbiljet.

Art. 6. Si l'acheteur ne paie pas le montant de la cotisation obligatoire, une première sommation sera envoyée au moins soixante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation étant alors majoré de 50 euros.

Art. 7. Si l'acheteur ne paie pas le montant majoré de la cotisation obligatoire après la première sommation, une deuxième sommation sera envoyée au moins nonante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation initiale étant alors majoré de 20 %, avec un minimum de 50 euros.

Art. 8. Les dispositions du présent arrêté sont d'application à partir de la perception des cotisations obligatoires pour 2023.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Art. 10. Le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

Art. 6. Indien de koper het bedrag van de verplichte bijdrage niet betaalt, wordt minstens zestig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een eerste aanmaning verstuurd, waarbij het op het aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 50 euro.

Art. 7. Indien de koper het verhoogde bedrag van de verplichte bijdrage na de eerste aanmaning niet betaalt, wordt minstens negentig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een tweede aanmaning verstuurd, waarbij het op het initiële aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 20 %, met een minimum van 50 euro.

Art. 8. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing met ingang van de inning van de verplichte bijdragen voor 2023.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2023.

Art. 10. De minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
D. CLARINVAL

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/40820]

14 MARS 2023. — Arrêté royal relatif aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, fixées pour le secteur bovins

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, les articles 5, 1^{er}, et 6, § 1^{er} ;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, donné le 23 juin 2022 ;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral du 6 octobre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 janvier 2023;

Vu l'avis 72.941/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o "bovin" : animal de l'espèce bovine y compris les espèces *Bubalus bubalis* et *Bison bison* détenues comme animaux utilitaires, dans la mesure où elles sont élevées dans un troupeau;

2^o "le responsable": le propriétaire ou le détenteur qui exerce une gestion et une surveillance habituelles et directes sur les bovins;

3^o "troupeau": l'ensemble des bovins détenus dans une exploitation;

4^o "entité géographique": toute construction ou complexe de constructions, y compris les terrains annexes, formant une entité au point de vue épidémiologique partageant le même statut sanitaire, où sont détenus des bovins ou qui y sont destinés;

5^o "Fonds Sanitaire": le Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux ;

6^o "AFSCA": l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/40820]

14 MAART 2023. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte bijdragen aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, vastgesteld voor de sector runderen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, de artikelen 5, 1^o, en 6, § 1;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gegeven op 23 juni 2022;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 6 oktober 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 9 januari 2023;

Gelet op advies 72.941/3 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "rund": dier behorende tot de soort der runderachtigen, daaronder begrepen de soorten *Bubalus bubalis* en *Bison bison*, die als nutsdieren gehouden worden, in die mate dat zij in een veebeslag opgefokt worden;

2^o "de verantwoordelijke": de eigenaar of de houder, die gewoonlijk over de runderen een onmiddellijk beheer en toezicht uitoefent;

3^o "beslag": het geheel van runderen dat gehouden wordt in een bedrijf;

4^o "geografische entiteit": elk gebouw of complex van gebouwen, met inbegrip van de erbij horende terreinen, die op epidemiologisch gebied een geheel vormen met dezelfde gezondheidsstatus, waar runderen worden gehouden of die daartoe bestemd zijn;

5^o "Sanitair Fonds": het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten;

6^o "FAVV": het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;